

Cahier des Clauses Administratives Particulières Commun à toutes les garanties

Souscription d'assurances construction pour les opérations de construction de la piscine Bougainville et les travaux du bâtiment PEM Gèze 4 Lots

**Lot 1 : Assurance dommage-
ouvrage (DO) et garanties
complémentaires/Contrat
Collectif de Responsabilité
Décennale (CCRD) / Constructeur
Non réalisateur (CNR) pour la
piscine Bougainville**

**Lot 2 : Assurance tous risques
chantier (TRC) et garanties
complémentaires pour la piscine
Bougainville**

**Lot 3 : Assurance dommage-
ouvrage (DO) et garanties
complémentaires / Constructeur
Non réalisateur (CNR) pour le
bâtiment PEM Gèze**

**Lot 4 : Assurance tous risques
chantier (TRC) et garanties
complémentaires pour le bâtiment
PEM Gèze**

SOMMAIRE

ARTICLE 1er – DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 – IDENTITE ET COORDONNEES DES PARTIES	5
ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 5 – FORMATION ET DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 6 – PRIX – REGLEMENT DES PRIMES VARIATION DES PRIX	6
6.1 - Forme du prix - variation	6
6.2 - Calcul des primes et règlement	6
6.3 – Facturation et modalités de paiement de la prime	7
ARTICLE 7 – DECLARATION DU RISQUE	8
7.1 – Déclaration du risque lors de la souscription	8
7.2 – Déclaration d'élément nouveau concernant le risque en cours de contrat	9
ARTICLE 8 – ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE	10
ARTICLE 9 – AGGRAVATION DU RISQUE	10
9.1 – Concernant le coût total de l'opération ((pour toutes les garanties prévues au marché)	10
9.2 - Concernant l'allongement de la durée prévisionnelle des travaux (pour la garantie TRC et ses garanties complémentaires)	10
ARTICLE 10 – MODALITES DE GESTION DU MARCHE PAR L'ASSUREUR (ET OU SON MANDATAIRE)	10
10.1 - Protection des données.....	10
10.2 – Modalités de déclarations ou notifications par chaque partie faisant courir un délai	11
10.3 - Interventions de l'Assureur (et/ ou de son mandataire) à compter de la notification du marché	11
10.4 – Nature et délais des interventions de l'Assureur en cours d'exécution du marché	12
10.5 - Désignation par l'Assureur de la personne en charge de la gestion des sinistres.....	12

ARTICLE 11 - DECLARATION ET GESTION DES SINISTRES	12
11.1 - Déclaration du sinistre.....	12
11.2 - Accusé réception de la déclaration	13
11.3 - Expertise	13
11.4 - Versement de l'indemnité	14
11.5 - Constat de la réalisation effective des travaux de réparation à la suite de l'indemnisation du sinistre	14
11.6 - Relevé de sinistre.....	14
 ARTICLE 12 - CONTENTIEUX LIE A UN SINISTRE GARANTI	 14
12.1 - Tenue de réunions de travail lorsque la bonne gestion du dossier l'exige.	14
12.2 - Avis de l'Assuré sur le projet de dire à adresser à l'expert judiciaire	15
12.3 - Information de l'Assuré sur le déroulement de la procédure judiciaire	15
12.4 - Possibilité pour l'Assuré de choisir ses avocats et auxiliaires de justice sous certaines conditions	15
 ARTICLE 13 – EPUISEMENT ET RECONSTITUTION DES GARANTIES	 15
 ARTICLE 14 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE	 15
14.1 - Changement de dénomination sociale du Titulaire	15
14.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du marché4.....	15
 ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCES5	 16
 ARTICLE 16 – RESILIATION.....	 16
16.1 - Cas de résiliation résultant de l'application de dispositions du code des assurances	16
16.2 - Renonciation à la résiliation à la suite d'un sinistre	16
16.3 - Cas de résiliation résultant de l'application de dispositions du code de la commande publique	17
 ARTICLE 17 – DIFFERENDS	 17

ARTICLE 1er – DEFINITIONS

Assuré

La(les) personne(s), physique(s) ou morale(s), désignée(s) dans le CCTP afférent aux différents types de garanties souscrites, sur la tête ou sur les intérêts de qui pèse le risque Assuré.

L'Assuré est la personne à laquelle s'applique les garanties du marché, sans qu'elle en soit nécessairement le souscripteur.

Date ouverture de chantier

L'ouverture de chantier est une date unique pour l'ensemble des intervenants, quel que soit le moment où ils interviennent sur le chantier.

Pour les travaux nécessitant la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date de déclaration d'ouverture du chantier mentionnée au premier alinéa de l'article R.424-16 du code de l'urbanisme.

Pour les travaux ne nécessitant pas la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date du premier ordre de service ou à défaut de la date effective de commencement des travaux.

Maître d'ouvrage

La personne morale, désignée dans la fiche de présentation, qui conclut ou pour le compte de laquelle sont conclus avec les réalisateurs des marchés visant à concevoir et à exécuter des travaux de construction.

Ouvrage Assuré :

L'ouvrage tel que décrit dans la note de présentation de l'opération jointe au présent marché.

Réalisateurs

L'ensemble des constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil (architectes, entrepreneurs, techniciens ou autres) désignés dans la fiche de présentation ou dont l'identité est portée ultérieurement à la connaissance de l'Assureur, qui sont liés au maître d'ouvrage par un marché par lequel ils se sont engagés à concevoir ou réaliser des travaux de construction et dont la responsabilité peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivant du code des assurances.

Réception

L'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte les travaux exécutés, dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du code civil.

Souscripteur

La personne morale qui, agissant en qualité de propriétaire de l'ouvrage, de vendeur ou de mandataire du propriétaire de l'ouvrage, fait réaliser des travaux de construction et souscrit une assurance Dommage Ouvrage telle que définie à l'article L 242-1 du code des assurances, tant pour son propre compte que pour celui des propriétaires successifs.

ARTICLE 2 – IDENTITE ET COORDONNEES DES PARTIES

L'identité et les coordonnées des parties (souscripteur et Assureur notamment) sont précisées dans la note de présentation de l'opération et à l'acte d'engagement, joints au marché d'assurances, objet du présent document.

ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHE

L'objet du marché est précisé dans la note de présentation des opérations et l'acte d'engagement joints au marché.

Les garanties délivrées au titre du présent marché par l'Assureur et les exclusions de garanties sont précisées dans le CCTP afférent aux garanties concernées.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement et ses annexes :
 - a. La note de gestion complétée, le cas échéant, par un document de présentation des modalités de gestion et des services associés ;
 - b. la note de réserves si formulées
2. Les Cahiers des Clauses (CCAP et CCTP) et ses annexes : l'ensemble de ces dispositions constituent les conventions particulières au contrat.

Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'Assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions de l'Assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'Assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

3. Les textes de l'Assureur (conditions générales, conditions particulières...) complétés, ou à défaut, par les dispositions du Code des assurances/Code de la Mutualité.

ARTICLE 5 – FORMATION ET DUREE DU MARCHE

La durée de chaque marché, et le délai d'exécution des prestations s'y rapportant, sont fixés au CCTP et ne peuvent en aucun cas être modifié.

Elles sont fixées selon les disposition suivantes :

TRC :

Formation du marché :

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification (*), jusqu'à la fin de la réception totale de l'ouvrage.

Durée d'exécution :

La durée d'exécution du marché commence au démarrage du chantier, y compris la phase de préparation / d'installation, jusqu'à la fin de la réception totale de l'ouvrage.

DO - CNR - CCRD

Formation du marché :

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification (*), jusqu'à la fin de la période de 10 ans, à compter de la date de réception totale de l'ouvrage ou, en cas de survenance de sinistres de nature décennale garantis, à la date de clôture du dernier sinistre de nature décennale, né dans la période décennale, mais clos postérieurement.

Durée d'exécution :

La durée d'exécution du marché commence au jour de la réception totale de l'ouvrage, jusqu'à la fin de la période de 10 ans, à compter de la date de réception totale de l'ouvrage ou, en cas de survenance de sinistres de nature décennale garantis, à la date de clôture du dernier sinistre de nature décennale, né dans la période décennale, mais clos postérieurement.

(*) Précisions : cette notification peut se faire par un envoi :

- D'un recommandé électronique (article L 100 du code des postes et des communications électroniques),
- Via tout autre outil qui permet de désigner l'expéditeur, de garantir l'identité du destinataire et d'établir que le document lui a été remis et quand il a été remis, notamment via le profil acheteur PLACE.

ARTICLE 6 – PRIX – REGLEMENT DES PRIMES VARIATION DES PRIX

6.1 - Forme du prix - variation

Le marché est traité à prix forfaitaire.

Le marché est à prix ferme (entendu comme non révisable par le biais d'une formule automatique).

6.2 - Calcul des primes et règlement

6.2.1 – Calcul des primes

La prime est fixée par l'application du taux contractuel HT indiqué à l'acte d'engagement sur l'assiette de prime, auquel s'ajoutent tout droit, taxes, accessoires et commission de courtage et toute autre prime éventuelle .

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestataires de service, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

6.2.2 – Prime provisionnelle

La prime provisionnelle sera appelée à la signature du contrat par le Souscripteur. Le relevé de quittance sera présenté avec le contrat régulier dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la notification du marché.

6.2.3 – Prime définitive

Après l'établissement du cout définitif de l'opération, selon les modalités décrites à l'article 7 ci-après, la prime totale due sera calculée selon les indications de l'article 6.2.1 appliquées à l'assiette définitive.

Si le montant de la prime ainsi obtenue se trouve supérieur de plus de 3% strictement à la prime provisionnelle versée, le souscripteur paiera une prime de régularisation égale à la différence entre la prime totale due et la prime provisionnelle versée.

Par contre, si le montant de la prime ainsi obtenue se trouve inférieur de plus de 3% strictement à la prime provisionnelle, le souscripteur percevra une ristourne égale à la différence entre la prime totale due et la prime provisionnelle versée.

La prime de régularisation sera payée à l'émission d'une seconde facture ou d'un avoir accompagné(e) d'un état de régularisation pour le montant définitif.

Dans l'hypothèse où la variation de la prime serait inférieure à 3%, aucune régularisation ne sera effectuée, de sorte que la prime définitive sera égale à la prime provisionnelle.

6.3 – Facturation et modalités de paiement de la prime

6.3.1. Concernant la présentation de l'appel de prime

Les appels de primes sont établis au nom de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et doivent être transmises sous forme électronique via le portail Chorus Pro, solution mutualisée mise à disposition par l'Etat : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- numéro de SIRET de l'EPAEM : 40413229200024
- numéro d'engagement : le numéro du marché public communiqué lors de la notification du marché

Les factures doivent comporter les éléments suivants :

- Le nom, le numéro SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- L'objet et le numéro du présent marché ;
- Les prestations objet de la facture ;
- La date d'émission de la facture ;
- Le prix, résultant de l'application de l'offre remise par le Titulaire ;
- Le taux et le montant de la taxe assurance et les taxes parafiscales, le cas échéant ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC, ainsi que le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Les pénalités éventuelles.

L'EPAEM se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au Titulaire du marché la demande de paiement rectifiée.

6.3.2. En cas de co-traitance

La signature de l'appel de la prime ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement de compagnies solidaires), acceptation du montant de la prime ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

6.3.3. Délais de paiement

Le paiement des factures intervient au plus tard trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture des prestations concernées.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur est empêché, du fait du Titulaire ou d'un de ses sous-traitants, de procéder à une opération nécessaire au paiement, les délais sont suspendus pour une période égale au retard qui en résulte.

Si des intérêts moratoires sont dus, ils seront calculés avec un taux égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Les règlements seront effectués par virement bancaire au crédit du compte ouvert désigné à l'acte d'engagement.

Il est expressément convenu que l'Assureur renonce à la suspension ou à la résiliation des garanties objet du marché pour tout retard de paiement d'une prime ou fraction de prime consécutif à un retard administratif de mise à disposition de fonds du fait du souscripteur.

6.3.4. Avance

Compte tenu de l'arrêté du 22 novembre 2017 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2013 portant détermination des dépenses de l'Etat payées sans ordonnancement, sans ordonnancement préalable et avant service fait, la prime prévisionnelle sera payée suite à la notification du marché. Par conséquent, compte tenu de l'objet particulier du présent marché, les dispositions relatives au versement d'une avance ne sont pas applicables.

ARTICLE 7 – DECLARATION DU RISQUE

7.1 – Déclaration du risque lors de la souscription

7.1.1. Pièces transmises dans le dossier de consultation pour la passation du marché

Lors de la consultation pour la passation du présent marché, l'EPAEM a transmis à l'Assureur un certain nombre de pièces et notamment la note de présentation de l'opération et celles contenues dans le dossier technique simplifié permettant ainsi à l'Assureur de mesurer le risque à assurer et lui permettant également de calculer le coût des garanties souscrites.

7.1.2. Pièces complémentaires à transmettre ultérieurement

Le Souscripteur s'engage à transmettre à l'Assureur les pièces dont la liste figure ci-après dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle son service en charge de la gestion des marchés d'assurances les a réceptionnées.

Les pièces concernées sont :

- Copie de la déclaration d'ouverture de chantier
- Liste des constructeurs qui sont liés au maître d'ouvrage pour concevoir ou réaliser l'ouvrage objet des présentes indiquant la nature de leur marché (et le cas échéant de leur lot).
- Attestations (*) d'assurance de Responsabilité Civile décennale des constructeurs au sens de l'article 1792.1 du code civil

Le souscripteur transmettra à l'Assureur toutes les attestations qui seront en sa possession.

Toutefois comme indique infra, l'Assureur (et/ou son mandataire), en cas d'attestations manquantes ou non validées, devra aider le Souscripteur à récupérer les attestations RC décennales des constructeurs au sens de l'article 1792.1 du code civil et devra les vérifier (conformité et validité).

7.2 – Déclaration d'élément nouveau concernant le risque en cours de contrat

7.2.1. Attestation RCD de nouveaux constructeurs en cours de chantier

Dans l'hypothèse où un constructeur au sens de l'article 1792.1 du code civil serait amené à participer à l'opération de construction alors qu'il ne figurait pas dans les marchés d'origine, le souscripteur devra indiquer à l'Assureur ses coordonnées et produire une attestation d'assurance dans les termes rappelés ci-avant (7.1.2).

7.2.2. Déclaration de circonstances nouvelles

L'Assuré s'engage à déclarer à l'Assureur toutes circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'Assureur lors de la souscription du contrat.

Cette déclaration doit être faite dans les quinze (15) jours à partir du moment où le service de l'Assuré en charge de la gestion des marchés d'assurances en a eu connaissance.

Constituent en particulier, des circonstances nouvelles :

- Toute augmentation du coût total de construction prévisionnel déclaré, supérieur à un seuil fixé à l'acte d'engagement (cf. infra)
- Les avis, observations ou réserves du contrôleur technique.
- Tout arrêt des travaux devant excéder deux (2) mois.

Précisions : dans sa déclaration concernant l'arrêt de travaux l'Assuré doit préciser :

- ✓ l'état d'avancement de l'opération immobilière,
 - ✓ les raisons de cet arrêt,
 - ✓ les mesures prises ou à prendre et les protections exécutées ou à exécuter pour la préservation de l'ouvrage et des biens Assurés pendant cette période d'arrêt des travaux.
- Toute modification de la date prévisionnelle d'achèvement des travaux entraînant un décalage de plus de deux (2) mois par rapport à la date prévisionnelle initiale.

7.2.3. Renseignements à déclarer après la réception des travaux

A compter de l'achèvement des travaux et au plus tard dans un délai de douze (12) mois suivant cette date, l'Assuré transmettra à l'Assureur les pièces suivantes :

7.2.3.1. Pour toutes les garanties

- la date de réception définitive des travaux.
- Le coût total définitif de l'opération (*), afin de :
 - ✓ vérifier le dépassement ou non du seuil au-delà duquel l'Assureur est susceptible de demander à l'Assuré le paiement d'une prime complémentaire.
 - ✓ Et le cas échéant de calculer le montant de la prime supplémentaire de régularisation à payer.

(*) Le montant du coût définitif de l'opération, comprend le montant total des travaux tous corps d'état, y compris les honoraires du bureau de contrôle, des architectes et Bureaux d'études.

Concernant l'engagement de l'Assuré concernant le coût total définitif, il est précisé que l'Assuré s'engage à le communiquer à l'Assureur, si possible dans un délai de douze (12) mois suivant la réception des travaux. Passé ce délai, si l'Assuré n'est pas en mesure d'établir le coût total de construction définitif, il doit sur demande écrite de l'Assureur lui indiquer :

- les raisons pour lesquelles ce coût total n'a pas pu être établi,
- le délai prévisible nécessaire à son établissement,
- l'estimation prévisionnelle de ce coût en fonction des éléments connus.

En tout état de cause l'Assuré s'engage à communiquer à l'Assureur le coût définitif de l'opération dans

les 5 (CINQ) jours à compter de la date où le service de l'Assuré en charge de la gestion des marchés d'assurances en a eu connaissance.

7.2.3.2. Pour la garantie Dommages Ouvrages (DO) et la garantie CCRD et leurs garanties complémentaires

- la liste définitive des constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil avec pour ceux arrivés en cours de chantier leurs attestations de Responsabilité Civile Décennale (RCD).
- le cas échéant la copie du permis modificatif et les plans afférents.
- la copie du Procès-Verbal de réception et la liste des réserves.
- la copie du Procès-Verbal de levée des réserves.
- la copie du Rapport final du contrôleur technique.

ARTICLE 8 – ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE

Il est expressément convenu que l'Assureur renonce à l'application des dispositions de l'article L. 121-5 du Code des Assurances dès lors que l'Assuré s'engage à déclarer à l'Assureur le montant total définitif de l'ouvrage suivant les modalités indiquées supra.

ARTICLE 9 – AGGRAVATION DU RISQUE

9.1 – Concernant le coût total de l'opération (pour toutes les garanties prévues au marché)

Une évolution du coût total de l'opération (montant prévisionnel par rapport au montant définitif) ne peut être constitutive d'une aggravation du risque et donner lieu à une modification des taux de cotisations proposés que dans les conditions de l'article 6.2.3.

L'Assureur renonce expressément à résilier le marché en raison de l'aggravation du risque.

Sauf s'il établit que :

- **l'Assuré a intentionnellement fait une fausse déclaration**
- **ou il a intentionnellement omis de porter à sa connaissance une telle aggravation.**

Dans ce cas, l'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'Assuré, dont la mauvaise foi est établie, entraîne la nullité de l'assurance (article L 113-9 du code des assurances à contrario).

9.2 - Concernant l'allongement de la durée prévisionnelle des travaux (pour la garantie TRC et ses garanties complémentaires)

Si la période des travaux s'étend au-delà de la date prévisionnelle de leur achèvement, la garantie demeure acquise automatiquement sans surprime pendant un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être inférieur à trois (3) mois.

En cas de dépassement du seuil, la prime afférente à la période de prorogation dépassant le seuil fixé à l'acte d'engagement sera calculée au taux initial du marché, prorata temporis (durée de la période de prolongation excédant le seuil par rapport à la période initiale augmentée de la durée d'allongement autorisée) et sera appelée lors de l'avenant de régularisation de la prime définitive.

ARTICLE 10 – MODALITES DE GESTION DU MARCHE PAR L'ASSUREUR (ET OU SON MANDATAIRE)

10.1 - Protection des données

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les données à caractère personnel seront traitées par l'Assureur. En tant que responsable de traitement, l'Assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

10.2 – Modalités de déclarations ou notifications par chaque partie faisant courir un délai

10.2.1. Déclarations ou notifications

Les déclarations ou notifications auxquelles il est procédé entre les parties sont faites par écrit soit contre récépissé, sur support papier ou tout autre support durable, soit par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception.

10.2.2. Recours possible à la notification par voie dématérialisée

Il est convenu que les notifications faites par chaque partie à l'autre partie relatives à des informations ou décisions faisant courir un délai peuvent se faire par un envoi :

- via la messagerie du Souscripteur,
- d'un recommandé électronique (article L 100 du code des postes et des communications électroniques),
- via tout autre outil qui permet de désigner l'expéditeur, de garantir l'identité du destinataire et d'établir que le document lui a été remis et quand il a été remis.

10.3 - Interventions de l'Assureur (et/ ou de son mandataire) à compter de la notification du marché

10.3.1. Désignation par l'Assureur de la personne en charge de la gestion courante du marché

L'Assureur désigne dans l'acte d'engagement la personne en charge de la gestion du marché d'assurance en indiquant ses coordonnées (téléphone, mail, adresse postale) ainsi que l'identité et les coordonnées de la personne chargée de la remplacer en cas d'absence.

Pour la gestion courante du dossier (hors sinistres) cette personne est l'interlocutrice privilégiée de l'Assuré. A ce titre elle centralise toute l'information et est chargée de faire le lien avec ses autres collègues et/ou autres services de l'Assureur et notamment :

- dès la notification du marché, elle vérifie le contenu du dossier technique et demande le cas échéant au Souscripteur les pièces manquantes.
- elle assure le suivi du marché d'assurance et des appels de prime en lien avec le service comptabilité de l'Assureur ;
- sur demande de l'Assuré, elle lui adresse toute attestation d'assurance relative au présent marché ;
- elle procède le cas échéant à l'établissement de projets d'avenant au présent marché qu'elle adresse en vue de leur conclusion à l'Assuré ;
- elle répond directement aux questions simples de l'Assuré et s'assure qu'une réponse lui sera faite par un représentant qualifié de l'Assureur et/ou de son mandataire concernant ses questions complexes ou compliquées ;
- le cas échéant, elle contacte l'Assuré avant la date prévisionnelle de réception des travaux pour lui demander s'il conviendra ou non de prolonger certaines garanties (ex : TRC, CNR etc. ...) ;
- elle assure le traitement du coût définitif de l'opération après la réception de l'ouvrage et prend contact avec l'Assuré pour récupérer les éléments de fin de chantier ;
- elle se rend disponible ou s'assure qu'un représentant qualifié de l'Assureur et/ou de son mandataire le fasse, si le problème rencontré le nécessite, pour participer à une/des réunion(s) de travail, en vue de l'analyser et de rechercher des solutions adaptées.

L'Assureur s'engage à prévenir l'Assuré dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant être supérieur à vingt (20) jours, de tout changement de personne en charge de la gestion du présent marché d'assurance. En cas de départ, le remplaçant devra être doté de compétences égales à son prédécesseur.

10.3.2. Attestations RC décennales des constructeurs au sens de l'article 1792.1 du code civil

Comme indiqué supra, le Souscripteur transmettra à l'Assureur toutes les attestations de Responsabilité Civile Décennale des constructeurs au sens de l'article 1792.1 du code civil qui seront en sa possession.

Toutefois en cas d'attestations manquantes ou non valides, l'Assureur et/ou son mandataire, s'engage(nt) à aider le Souscripteur à les récupérer selon des modalités précisées à l'acte d'engagement. En tout état de cause, l'Assuré devra lui (leur) transmettre les coordonnées des constructeurs et le nom de leur assureur présumé dont il a connaissance.

De plus, l'Assureur et/ou son mandataire devra (devront) vérifier la validité et la conformité de chaque attestation RC décennale des constructeurs suivants les modalités de leurs choix. Ils devront notamment vérifier que les attestations :

- sont conformes aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction ;
- sont appropriées aux activités pour lesquelles les constructeurs ont passé un marché de travaux avec le maître d'ouvrage ;
- sont complètes (toutes les mentions obligatoires y figurent) ;
- sont valides au jour de la date d'ouverture de chantier.

10.4 – Nature et délais des interventions de l'Assureur en cours d'exécution du marché

L'Assureur s'engage à transmettre à l'Assuré dans les délais fixés dans l'acte d'engagement , ces délais ne pouvant être supérieurs aux délais maximum indiqués :

10.5 - Désignation par l'Assureur de la personne en charge de la gestion des sinistres

L'Assureur désigne dans l'acte d'engagement la personne en charge de la gestion des sinistres en indiquant ses coordonnées (téléphone, mail, adresse postale), ainsi que l'identité et les coordonnées de la personne chargée de la remplacer en cas d'absence.

Pour la gestion des sinistres, cette personne est l'interlocutrice privilégiée de l'Assuré, elle centralise toute l'information et est chargée de faire le lien avec ses autres collègues et/ou autres services de l'Assureur et notamment :

- Sur demande de l'Assuré :
 - Elle l'informe sur les démarches à réaliser en vue d'établir la déclaration de sinistre
 - Elle l'assiste le cas échéant sur la façon de remplir les formulaires types mis à disposition par l'Assureur pour déclarer les sinistres.
 - Elle l'informe le cas échéant sur les mesures conservatoires à prendre.
- Elle accuse réception des déclarations de sinistres faites par l'Assuré.

ARTICLE 11 - DECLARATION ET GESTION DES SINISTRES

11.1 - Déclaration du sinistre

11.1.1. Délai pour déclarer

L'Assuré s'engage à déclarer à l'Assureur, tout sinistre dont il est susceptible de réclamer l'indemnisation au titre du présent marché, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les cinq (5) jours à partir du moment où le service de l'Assuré en charge de la gestion des marchés d'assurances en a eu connaissance.

Passé ce délai, la déchéance de garantie est opposable à l'Assuré, en l'absence de cas fortuit ou de force majeure, et à condition que l'Assureur démontre que le retard dans la déclaration lui cause un préjudice (article L 113-2 du code des assurances)

11.1.2. Mentions devant figurer dans la déclaration de sinistre

La déclaration devra comporter les renseignements suivants :

- le numéro du contrat
- le nom du souscripteur
le nom du/des bénéficiaire(s) du contrat (si différent(s) du souscripteur)
- l'adresse de la construction sinistrée
- la date d'ouverture de chantier
- le cas échéant, la date de réception avec indication si elle s'est faite avec ou sans réserve(s)
- la date d'apparition des dommages
- le cas échéant la date de la mise en demeure restée infructueuse (+ copie de la mise en demeure).
- la description et la localisation des dommages, le cas échéant avec indication de leur coût s'il est connu (+ devis s'il(s) existe (nt))
- toutes pièces et informations se rapportant au sinistre déclaré dont dispose l'Assuré au jour de la déclaration
- la description des éventuelles mesures conservatoires que l'Assuré a mises ou va mettre en place.

11.2 - Accusé réception de la déclaration

11.2.1 . Délai de l'Assureur pour accuser réception de la déclaration de sinistre

L'Assureur adressera à l'Assuré un accusé de réception de la déclaration de sinistre dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être supérieur à 48 H suivant la réception de la déclaration.

11.2.2 . Mentions devant figurer dans l'accusé-réception de la déclaration de sinistre

Cet accusé de réception devra comporter les renseignements suivants :

- l'adresse du sinistre,
- l'évaluation d'ouverture du dossier
- l'identité et les coordonnées (ligne directe et adresse mail) du gestionnaire du sinistre,
- les références du dossier sinistre (cf. numéro généré)
- les demandes de renseignements complémentaires, le cas échéant,
- les coordonnées du ou des experts désignés pour les sinistres qui nécessitent une expertise.

11.3 - Expertise

11.3.1. Saisine de l'expert

Pour les sinistres pour lesquels une expertise est nécessaire, l'Assureur s'engage à missionner un expert afin de constater, décrire et évaluer les dommages, et d'en déterminer les causes.

L'Assuré peut se faire assister ou représenter lors des opérations d'expertise.

11.3.2. Transmission à l'Assuré des rapports de l'expert (rapport préliminaire et rapport définitif)

L'Assureur s'engage à transmettre une copie du rapport de l'expert dans un délai ne pouvant pas être supérieur à dix (10) jours suivant la réception par l'Assureur du rapport d'expertise transmis par l'expert.

11.3.3 Information de l'Assuré au sujet de la gestion de ses sinistres

L'Assureur s'engage à associer l'Assuré à la gestion de ses sinistres en l'informant de tout fait marquant et décision prise (notamment concernant les négociations des dossiers amiables ou judiciaires) et également des étapes clés de l'instruction du sinistre. Cette information porte notamment sur :

- les garanties susceptibles d'être mises en jeu ou qui le sont.
- les franchises applicables au sinistre.
- les responsabilités y compris le cas échéant celles de l'Assuré susceptibles d'être établies ou qui le sont.
- l'évaluation du dommage.
- les explications nécessaires à la compréhension du rapport d'expertise
- les modalités et délais de règlement de l'indemnité
- les suites données au dossier, les recours éventuels à engager

11.4 - Versement de l'indemnité

11.4.1. En cas d'acceptation par l'Assuré de l'offre d'indemnité de l'Assureur

En cas d'acceptation, par l'Assuré, de l'offre qui lui a été faite, le règlement de l'indemnité par l'Assureur intervient dans un délai fixé à l'acte d'engagement, ce délai ne pouvant pas être supérieur à quinze (15) jours à compter de la notification à l'Assureur de l'accord de l'Assuré sur la proposition d'indemnisation.

11.4.2. En cas de désaccord par l'Assuré sur l'offre d'indemnité de l'Assureur

En tout état de cause, l'Assuré qui a fait connaître à l'Assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, s'il estime ne pas devoir cependant différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'Assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été notifié selon les modalités définies précédemment.

Cette avance, forfaitaire et non revalorisable, et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'Assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de 15 (Quinze) jours courant à compter de la réception, par l'Assureur, de la demande de l'Assuré si ce dernier ne diffère pas les travaux.

11.5 - Constat de la réalisation effective des travaux de réparation à la suite de l'indemnisation du sinistre

L'Assuré s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'état effectif d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation à la suite d'un sinistre garanti.

11.6 - Relevé de sinistre

L'Assureur s'engage à envoyer un relevé de sinistre sous format PDF ou Excel dans un délai ne pouvant pas être supérieur à cinq (5) jours à compter de la demande de l'Assuré.

ARTICLE 12 - CONTENTIEUX LIE A UN SINISTRE GARANTI

12.1 - Tenue de réunions de travail lorsque la bonne gestion du dossier l'exige.

L'Assureur s'engage à organiser une ou plusieurs réunions de travail entre l'Assuré et les experts et/ou avocats lorsque la bonne gestion du dossier l'exige.

12.2 - Avis de l'Assuré sur le projet de dire à adresser à l'expert judiciaire

En cas d'expertise judiciaire, l'Assureur s'engage à n'envoyer un dire par l'avocat qu'après avoir sollicité l'avis de l'Assuré. Il en est de même pour les assignations ou toutes conclusions envoyées dans le cadre d'une procédure judiciaire.

12.3 - Information de l'Assuré sur le déroulement de la procédure judiciaire

En cas de procès l'Assureur s'engage à tenir informé l'Assuré du déroulement de la procédure et à le consulter avant d'accepter une décision de justice ou de transiger.

12.4 - Possibilité pour l'Assuré de choisir ses avocats et auxiliaires de justice sous certaines conditions

Pour sa défense l'Assuré peut faire le choix de ses avocats et auxiliaires de justice. Dans cas, l'Assuré doit faire l'avance des frais et honoraires correspondants. Ces frais lui seront remboursés par l' dans la limite de ceux qu'il aurait réglés à ses propres avocats et auxiliaires.

L'Assureur s'engage toutefois à informer au préalable l'Assuré sur le montant maximum des frais au-delà duquel il ne les lui remboursera pas.

ARTICLE 13 – EPUISEMENT ET RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants des garanties s'épuisent au fur et à mesure des sommes versées, en cas de sinistre, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants. Ils constituent l'engagement maximum de l'Assureur pour les durées des garanties accordées par le présent contrat.

Toutefois, les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande de l'Assuré ou de toute personne y ayant un intérêt, contre paiement d'une prime calculée dans les conditions fixées par avenant spécifique de reconstitution.

Les effets de la reconstitution ne s'appliquent qu'à des sinistres dont la première manifestation est postérieure à la demande de reconstitution de la garantie, étant rappelé qu'il appartient à l'Assureur d'apporter la preuve de la non garantie d'un sinistre qu'il invoquerait.

Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai de trois (3) mois suivant la date du versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

ARTICLE 14 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

14.1 - Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Ce changement n'affectant pas la forme juridique du Titulaire et n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, un avenant ne sera pas nécessaire.

14.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du marché

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché serait transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCES

Compte tenu de la nature des prestations objet de la présente consultation, la sous-traitance n'est autorisée que sur les prestations de gestion du contrat.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés par avenant ou par acte spécial. Le Titulaire indique en outre, pour les sous-traitants à payer directement le compte à créditer.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au Code de la commande publique ; notamment, le pouvoir adjudicateur notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

Il est demandé au sous-traitant d'indiquer dans son acte spécial de sous-traitance, en cas de groupement, à quel cotraitant il est directement rattaché.

En cas de modalités de révision identiques à celles du marché, le sous-traitant utilisera la formule suivante au titre de la variation de prix : « Les modalités de variation de prix de la présente sous-traitance sont identiques à celles du marché n° (numéro du marché indiqué par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la notification) ».

En cas de modalités de révision différentes de celle du marché initial, le sous-traitant indiquera clairement les modalités de révision souhaitées (prix ferme, identification du mois « m0 », identification de la formule paramétrique, etc.).

ARTICLE 16 – RESILIATION

16.1 - Cas de résiliation résultant de l'application de dispositions du code des assurances

Les dispositions du Code des assurances relatives à la résiliation du marché, sont applicables, sous réserves des renonciations expressément consenties par l'assureur, telles que mentionnées dans les cahiers des clauses particulières du présent marché (CCAP et CCTP).

La résiliation est de plein droit :

- en cas de non-paiement de la prime et selon les modalités de l'article L 113-3 du Code des assurances ;
- en cas d'aliénation de l'ouvrage objet des présentes et selon les modalités de l'article L 121-10 Code des assurances (SAUF POUR LES GARANTIES DOMMAGES-OUVRAGE ET DÉCENNALE) (*),
- en cas d'aggravation du risque et s'il est établi que l'Assuré a INTENTIONNELLEMENT FAIT UNE FAUSSE DÉCLARATION ou qu'il a INTENTIONNELLEMENT OMIS DE PORTER À SA CONNAISSANCE une telle aggravation.
- en cas de disparition totale de la construction, objet du présent marché d'assurance, par suite d'un événement non garanti (article L 121-9 Code des assurances) (*) ;
- en cas de retrait de l'agrément de l'Assureur (article L 326-12 du code des assurances) (*) ;
- en cas de procédure collective, sans réponse de la part de l'administrateur dans les 30 jours suivant sa mise en demeure (article L622-13 du Code de Commerce) (*)

(*) dans ce cas, l'Assureur est tenu de restituer au souscripteur la portion de prime afférente à la période postérieure à la date d'effet de la résiliation.

16.2 - Renonciation à la résiliation à la suite d'un sinistre

Conformément aux dispositions de l'article R 113-10 du Code des assurances, il est formellement convenu que l'Assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre, sauf pour la garantie CNR.

16.3 - Cas de résiliation résultant de l'application de dispositions du code de la commande publique

L'EPAEM peut résilier le présent marché d'assurance dans les cas prévus aux articles L.2195 et suivants du code de la commande publique

ARTICLE 17 – DIFFERENDS

La loi française est seule applicable au présent marché.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Toute contestation ou litige sur l'interprétation, l'exécution ou le règlement du présent marché, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, seront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Marseille.

Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en langue française.

Conformément à l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés, l'Assuré peut demander à la compagnie, communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de la compagnie, de ses mandataires et des organismes professionnels concernés.
